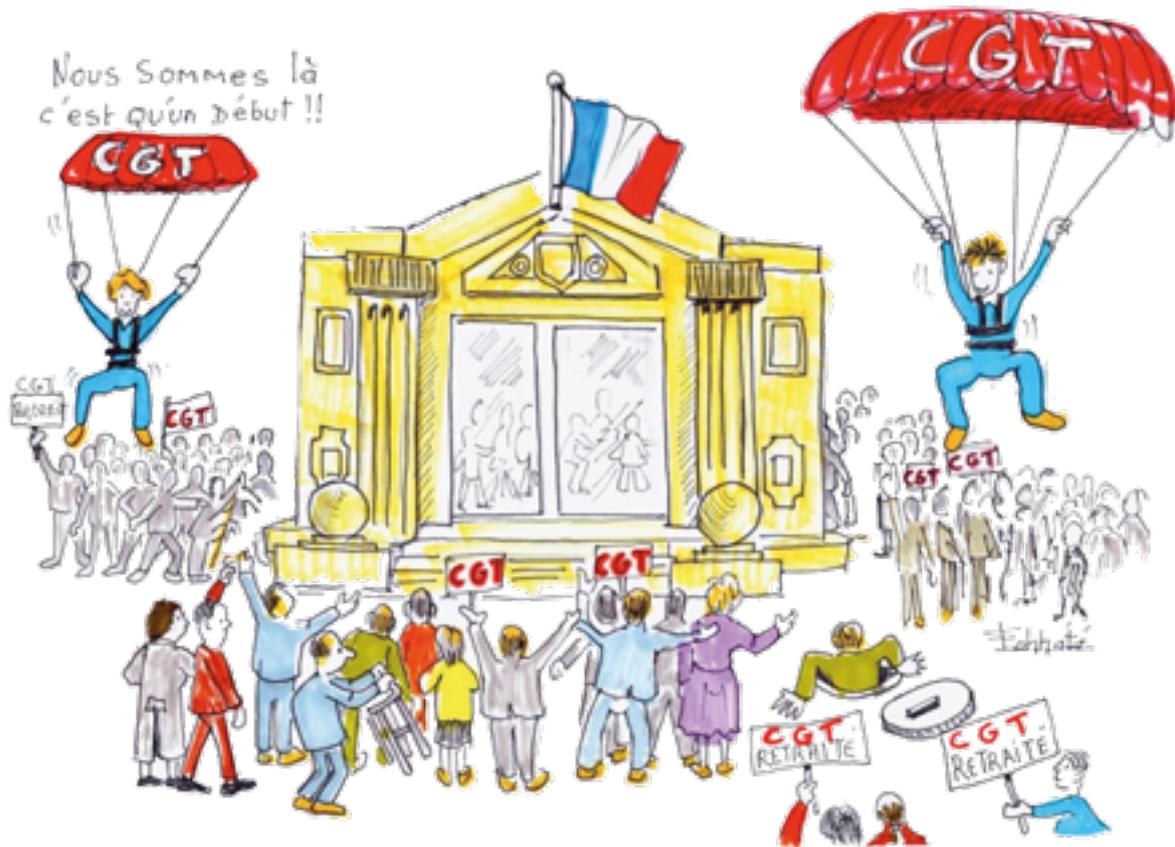


Les retraité·es ont tout lieu d'être toujours mobilisé·es !

170 000 manifestant·es, dans 190 villes, toutes générations confondues, et des retraité·es en nombre.

Mobilisé·es, au soleil, sous la pluie, « on craint dégun ! », nous sommes là et nous allons continuer de nous mobiliser.



SOMMAIRE

2

Actif·ves et retraité·es dans la rue

4

La grande oubliée de ce 21 septembre

5

Le spectre de la dette publique

6

Démagogie linguistique

7

Les 3 Flamboyantes

1^{ER} OCTOBRE

Actif·ves et retraité·es dans la rue

On l'avait décidé depuis des mois: quel que soit le nouveau gouvernement, nous serions résolu·es à nous faire entendre et à faire du 1^{er} octobre la journée de mobilisation des retraité·es. La date s'est enrichie avec l'appel lancé, à l'ensemble de la Cgt, à faire grève et à manifester.

Nous avons, une fois de plus, démontré que les USR et les UFR savaient rassembler autour des besoins des retraité·es,

les transformer en revendications, qu'elles soient locales ou nationales.

Dans les cortèges, les banderoles ont bien été présentes. Pour autant, et fort justement après les déclarations du Premier ministre, on continue.

Des initiatives sont déjà prévues sur les thèmes de la santé, du service public... Des débats, des pétitions, des rassemblements..., tout est bon pour se faire entendre des pouvoirs pu-

blics, mais aussi pour rassembler autour de nos propositions et de nos solutions pour la satisfaction de nos revendications.

Alors, sans retenue, sans tabou, on y va!

Retrouvez toutes vos photos, initiatives, sur le site de l'UCR-CGT: www.union-confederale-retraites.cgt.fr

**LE COLLECTIF COMMUNICATION
DE L'UCR-CGT**



SEINE-MARITIME



LOZÈRE



SAVOIE



SAÔNE-ET-LOIRE

PARIS



© Allaoua Sayad

LOIRE-ATLANTIQUE



© USR44

INDRE-ET-LOIRE



© USR37-ID



© USR54-JMB

NORD



© USR59-JFC

MEURTHE-ET-MOSELLE

PAIX

La grande oubliée de ce 21 septembre

La paix requiert un effort continu, pas seulement une journée par an.

La journée internationale de la paix a été instituée, en 1981, par l'Assemblée générale des Nations unies adoptant à l'unanimité la résolution A/RES/36/37. La date choisie coïncide avec la séance d'ouverture de cette instance de l'organisation internationale.



La première journée internationale de la paix a eu lieu le 21 septembre 1982. Les Nations unies invitent tous les pays à respecter l'arrêt des hostilités ce jour-là. La trêve doit permettre de sensibiliser à la question de la paix par 24 heures de non-violence et de cessez-le-feu, partout dans le monde.

UN COMBAT SOUS SILENCE

Si durant des années, cette journée fut plus ou moins respectée et donna lieu à des initiatives pour sacrifier la paix, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Une seule journée ne peut à elle seule suffire à faire grandir l'idée que la paix, partout dans le monde, est possible, nécessaire et incontournable. Les associations, syndicats et partis politiques militant pour une paix juste et durable ont souvent été seuls et inaudibles dans leur combat.

LE PROFIT, QUOI QU'IL EN COÛTE

La logique économique des faiseur·euses de guerre se heurte de plein fouet avec l'idéologie de la paix. Quand l'économie de guerre engrange des milliards de dividendes, on comprend que l'idéal pour les tenant·es du grand capital est de continuer, quoiqu'il en coûte, de faire fonctionner cette manne financière.

Les images de guerre sont banalisées et jouent plus sur l'émotion et la compassion que sur l'in-

dignation, la dénonciation des actes de barbarie et l'exigence de l'arrêt des hostilités: enfants et femmes en pleurs, villes entières détruites... Dénoncer les causes, éveiller les consciences pour une paix juste et durable, ce n'est pas ce que les grands patrons de presse attendent de leurs journalistes.

CE 21 SEPTEMBRE 2024, EN FRANCE, LA PAIX N'A PAS GAGNÉ

La déception est grande de voir que cette journée internationale n'aura pas mobilisé les foules. Alors que les bombes pleuvent sur le Liban, que les marchands d'armes se frottent les mains, le Président enflamme la colère de la rue avec la nomination d'un gouvernement illégitime, qui n'aura de cesse de continuer sa politique anti-sociale, favorisant l'économie de guerre au détriment d'une économie sociale et solidaire.

APPEL À LA PAIX

L'exigence de satisfaire les urgences sociales ne peut que se combiner avec l'exigence de la paix. Il faut continuer, inlassablement, de militer, de se mobiliser avec les associations progressistes: La Ligue des droits de l'Homme, Le Mouvement de la Paix, entre autres.

Se battre pour la paix, c'est se battre pour de nouveaux conquits sociaux, pour une transition écologique durable, pour le droit des peuples à vivre sur leur terre et à décider en toute démocratie de leur avenir.

Se mobiliser pour la paix est essentiel pour le droit des hommes, des femmes, des enfants, pour vivre en sécurité. Faisons de chaque jour, un appel à la paix.

Pour son avenir, l'être humain n'a d'autre chemin que la paix.



MIREILLE PAUME

FINANCES

Le spectre de la dette publique

La peur. La peur est présente à chaque page, à chaque commentaire. Elle grandit, grossit, à tel point que nous sommes au bord du précipice : la France est ruinée.

Les experts du nouveau Premier ministre, en fait les mêmes que ceux du précédent, se penchent sur l'état de la dette et préconisent un régime sévère, drastique. L'« obésité » de la dette conduit à coup sûr le pays vers la ruine. Il faut absolument trouver 60 milliards, en urgence !

ÇA CONTINUE, ENCORE ET ENCORE

Le Premier ministre nous propose ses remèdes : trop d'aides sociales, trop de services publics, il faut arrêter l'hémorragie, chacun-e doit prendre ses responsabilités et arrêter de compter sur l'État providentiel. Si tout fonctionne aussi mal dans le public, c'est dû à la mauvaise gestion, aussi bien des budgets que des personnels. Il faut remettre tout cela à plat.

Mais la guérison miracle n'a pas lieu. Les services publics disparaissent petit à petit du paysage, transférant aux sauveurs du privé les missions qui relèvent de l'État. Nous passons du service public au service au public. Ce qui est bien différent.

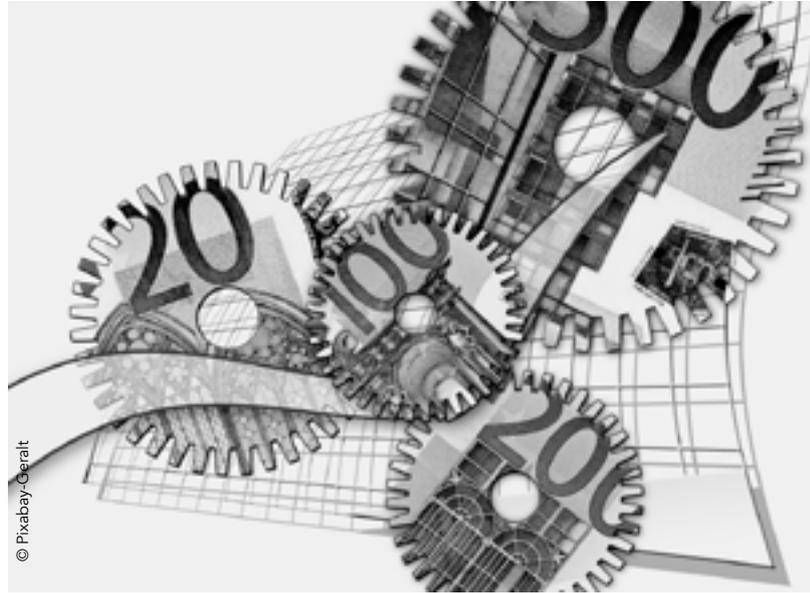
Aujourd'hui, la réforme du Code du travail, la baisse drastique du nombre d'inspecteur-rices du travail, la réforme des représentant-es du personnel ont fragilisé tout le système de défense des salarié-es, laissant ainsi le champ libre à une gestion ultra libérale des personnels et des modes de production en France et dans la fonction publique.

D'USAGER-ÈRE À CLIENT-E

Rentabilité, chasse aux fraudeur-euses, gestion capitaliste, l'usager-ère est rendu-e invisible et devient un-e client-e.

En laissant toute la gestion à la seule main du privé, cela destitue des milliers de citoyen-nés de leurs droits. Les personnels et les fonctionnaires compétent-es sont remplacé-es par des écrans, un téléphone. Les ressources financières de la Sécurité sociale, des hôpitaux, des communes et conseils départementaux sont asséchées à coup d'exonérations massives de cotisations sociales, de défiscalisations. Et comme cela ne suffit pas à l'appétit sans limite des magnats de la finance, on leur octroie des aides financières, sans contrepartie, sans contrôle.

Les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de pointer les « excès » des citoyennes et citoyens que nous sommes. Mais jamais, au grand jamais,



on ne parle des aides données au patronat et aux banques.

Le nouveau gouvernement aux couleurs de la droite réactionnaire persévère. Il accentue la cassure entre le peuple et les dirigeant-es, se donnant une marge de manœuvre en s'alliant avec la droite extrême. En franchissant ce pas, il place notre pays entre les mains des pires réactionnaires.

LA DETTE N'EST PAS LA NÔTRE

La dette sera alors résorbée, ou pas, par les citoyen-nés : report de la revalorisation des pensions et retraites, augmentation des impôts, nouvelles taxes, mesures d'économies pour la Sécurité sociale... Nous sommes condamné-es, une fois de plus, à payer la dette et à nous serrer la ceinture. Non, non et non !

L'heure n'est plus à l'analyse de ce que l'on veut nous imposer. Cette dette n'est pas la nôtre. Rien n'est à discuter des propositions du Premier ministre.

Aujourd'hui, ce sont nos revendications et nos valeurs qui doivent être au cœur de nos débats.

Nous voulons une autre société. Les ressources financières existent. Elles doivent servir au bien public, à la solidarité et à l'ensemble des citoyen-nés. Ne les donnez plus au patronat ni aux banques.

Pour nous, nos enfants, nos petits-enfants, nos ami-es, nos voisin-es, nos camarades, on continuera de se battre, de battre le pavé pour une société plus juste, plus solidaire et en paix.

EXTRÊME DROITE

Démagogie linguistique

Il y a encore quelques temps, voter pour les représentant-es de l'extrême droite était gardé secret, on ne s'en vantait pas. Aujourd'hui, la banalisation des idées qu'elles et ils véhiculent ne choque pratiquement plus. On ne s'aperçoit même plus qu'elles sont diffusées à tour de bras sur les réseaux sociaux ainsi que dans une partie de la presse écrite et télévisuelle.

La normalisation des idées d'extrême droite passe d'abord par un langage différent, par un lissage des mots. On ne dit plus « *préférence nationale* », mais « *priorité nationale* ». Cela passe mieux face à la théorie de « *l'anticapitalisme mondialiste et européiste* » qui promet un « *capitalisme national, revenant sans cesse sur le terme nationalisme, surfant ainsi sur ce sentiment patriotique, jusqu'à l'exaltation, allant jusqu'au chauvinisme* ». À partir de là, la pelote de tout ce qui fait l'idéologie extrémiste, racisme, xénophobie, homophobie... se déroule. Tous les mots sont pesés et calculés pour faire croire que nos idées, ce sont les leurs, que nos ambitions, c'est grâce à eux que nous les obtiendrons.

SINISTRE DÉCLINAISON

« *Travail Famille Patrie* », le sinistre slogan de Pétain, se décline sous d'autres formes, mais avec la même violence. Celles et ceux qui travaillent ne doivent pas payer pour les fainéant-es, sous-

entendus les chômeur-euses profiteur-euses. Il faut que les bénéficiaires du RSA méritent leurs maigres allocations en effectuant une tâche pour la société... pour ne pas être payé-es à rien faire. Alors, on pourrait trouver du travail pour les allocataires du RSA, mais on ne pourrait pas les payer comme les autres salarié-es? Travailleuses et travailleurs au rabais, c'est vraiment tout ce que la société a à offrir?

La responsabilité de la famille transpire à chaque décision préconisée, culpabilisation à outrance de l'éducation, mais rien sur le manque d'équipements scolaires, sportifs... Sur le manque d'encadrant-es, de profs, pas un mot. On instaure un couvre-feu pour les ados et pré-ados qui n'ont qu'à rester à la maison. Plus de jeu dans la rue, de foot sur les trottoirs ou les parkings, plus de discussions au pied de l'escalier. Mais au fait, c'est comment à la maison? Pas de jardin, peut-être un balcon, des pièces à partager, l'été il y fait chaud, trop chaud, bien loin de la situation des décideur-euses qui ont sûrement un environnement plus convivial.

La patrie, celle dont on se sert pour pointer les migrant-es, les profiteur-euses qui viennent prendre le travail aux Français-es, celle que l'on glorifie avec Jeanne d'Arc et la royauté, mais sûrement pas celle des travailleur-euses, quel que soit leur lieu de naissance.

Par mesure de sécurité, vouloir inscrire dans la loi la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre revient à délivrer un permis de tuer. Et on sait tout ce que cela peut entraîner comme conséquences aussi bien pour les forces de l'ordre que pour la population.

DÉCRYPTAGE ESSENTIEL

Savoir décrypter et reformuler les idées et les propositions de ces partis devient essentiel. La complicité de certains médias leur offre une visibilité sans filtre, crachant à longueur d'antenne leur haine de l'autre, faisant le buzz en traitant des sujets médiatiques de bas étage, sans jamais aborder les problèmes de fond.

Des formations existent pour aider à lutter contre ces pratiques qui masquent la réalité et que répandent les partis d'extrême droite.

On ne peut laisser ainsi se réinstaller la peste brune dans les démocraties européennes. Il en est de la responsabilité de chacune et de chacun.



La peste brune est à nos portes.

AMIANTE

Les 3 Flamboyantes

Le 28 septembre, plus de 500 personnes étaient présentes sur l'ancien site minier de la centrale d'Arjuzanx, exploité par EDF de 1958 à 1992. Grâce aux batailles menées par la Cgt, plusieurs fermetures anticipées ont pu être repoussées, puis c'est le combat pour l'éradication de l'amiante qui a occupé l'UL de Morcenx (Landes). En mémoire des 132 victimes, dont 42 décès, reconnues à ce jour par la Sécurité sociale, a été inaugurée l'œuvre de Valérie Rauchbach et de Jean-Marie Lavallée.

Au cœur du site, classé « réserve naturelle nationale » car devenu une étape migratoire des grues cendrées, nous avons souhaité rappeler son passé industriel en rendant hommage aux victimes de l'amiante et valoriser une technique d'élimination de ce poison. Les trois colonnes de 4, 5, et 6 mètres s'élancent vers le ciel, constituées de Cofalite, vitrifiat issu des déchets du désamiantage réalisé par la société Inertam. L'œuvre et le son interactif qui l'accompagne sont le travail des artistes et des « anciens d'Arjuzanx » qui ont participé, au montage. Ce n'est pas une stèle, mais un parcours rythmé aux sons de l'usine, des voix en hommage à celles et ceux que l'on ne veut pas oublier, et une démonstration que l'être humain est capable de transformer ce poison mortifère, qui continue de faire des victimes, en produit inoffensif.

En présence du maire et conseiller départemental, Paul Carrère, du président du conseil départemental des Landes, Xavier Fortinon, de la sénatrice Monique Lubin, et de Alain Guéret, président de la Cavam*, Lionel Lasserre, Dorian Sainte-Marie et Sébastien Ménesplier, représentants de la Cgt, ont souligné le problème des maladies professionnelles, en particulier le drame de l'amiante qui touchent principalement les retraité-es, également celui des reculs sociaux, loi travail, suppression des CHSCT, répression syndicale sans précédent, réforme des retraites, qui assombrissent le monde du travail. Pas de fatalité ni de démission, les propositions CGT sont sur la table.

Les musiciens de la compagnie Lubat ont accompagné le rassemblement empreint d'intenses émotions pour les anciens salarié-es, leurs familles et celles des disparu-es, les élu-es et les contributeur-rices à la réussite de ce projet.

JACQUES DUCOUT

*Coordination des associations de défense des victimes de l'amiante et des maladies dues au travail.



Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

Ou parrainez un(e) ami(e) !

Nom et prénom :

Adresse :

Dernière profession :

Renvoyer ce bulletin accompagné du règlement (15€)* à Vie nouvelle, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre

15,50 €*

*Offre réservée aux nouveaux abonnés



Le magazine
fait par et pour
les retraités

www.ucr.cgt.fr

Abonnez-vous !



Iona P. sociétaire a dit :

“**À la Macif, le prix est juste, ça permet de rendre l'assurance accessible.**”

Vous avez tout compris à nos prix, Iona.

La Macif n'a pas d'actionnaire à rémunérer et propose les prix les plus compétitifs pour assurer le plus grand nombre.



**La Macif,
c'est vous.**

Campagne réalisée à partir de témoignages de sociétaires Macif. Photos prises par les sociétaires.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.